

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Le-coup-d-Etat-bresilien-et-les-argentins>

Le coup d'État brésilien et les argentins, ...

- Réflexions et travaux -

Date de mise en ligne : mercredi 11 avril 2018

Description :

Le coup d'État brésilien et les argentins - Edgardo Mocca

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Au Brésil, on vient d'assister à la faillite du processus de démocratisation de l'Amérique du Sud, commencé avec l'arrivée au pouvoir de Raúl Alfonsín à la présidence argentine en 1983. Et il faut rappeler que la démocratie a été rétablie après un processus de coups d'État et de dictatures qui a débuté justement, au Brésil en 1964 avec le coup d'État militaire contre Joao Goulart. Ces coups d'état qui ont parcouru la région ont reçu dans tous les cas, le sceau indélébile du pentagone étasunien et de la doctrine de sécurité nationale née en son sein. A l'époque, l'idéologue du pouvoir US, Samuel Huntington a placé le processus de démocratisation de notre région dans le cycle historique qui a débuté avec la chute de la dictature portugaise en 1984, suivi par la mort de Franco en Espagne. Cette « vague démocratique » couvre, selon le point de vue pas tout à fait neutre de Huntington, les années qui vont de 1974 jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989.

Jusqu'ici, il semble que tout cela n'a rien à voir avec le coup d'État contre Lula perpétré par les élites brésiliennes, et travaillées par l'empire ; ce n'est pas autre chose qui a nourri la pitrerie judiciaire qui offense aujourd'hui le Brésil. Cela aurait moins encore à voir avec les argentins puisque nous pourrions regarder d'un autre côté et faire semblant qu'il ne s'est rien passé dans le pays voisin. Cependant cela a beaucoup à voir. Si nous regardons avec un peu d'attention, nous allons découvrir une intéressante corrélation. Les quinze ans qui vont de 1974 à 1989 sont - bien sûr de manière approximative - les années que l'analyse historique attribue à la consolidation de la globalisation néolibérale : en 1971, Nixon a suspendu la convertibilité du dollar et de l'or et lance l'offensive du capitalisme concentré des finances vers la plénitude du pouvoir politique. Comment peut être pensé ce parallèle significatif ? Comment peuvent coïncider dans le temps les processus de rétablissement démocratique et ceux de la transformation du capitalisme national-industriel-social émergé triomphant de la deuxième guerre dans le nouveau capitalisme de poker financier qui s'étend chaque jour ? Bien évidemment ce n'est pas un sujet qui peut être épuisé dans un article journalistique, parce que si cela était possible l'article ne serait pas celui-ci.

La réalité, c'est que les démocraties mondialisées qui ont succédé aux vieilles dictatures de type militaire ont certains traits plus ou moins communs. Ce sont toutes des démocraties de partis. Dans toutes, l'alternance fonctionne- c'est-à-dire des changements périodiques pacifiques de couleur politique du gouvernement-. Et une sorte de pacte non écrit a fonctionné jusqu'à la fin du siècle dernier dans le cadre duquel certaines choses ne pouvaient être faites, notamment affecter les intérêts et les affaires du secteur dominant le pays. Cela est illustré magnifiquement, par exemple, dans le livre du Chilien Carlos Ominami « **Secretos de la Concertación** » [Secrets de la Concertation]. Ce pacte non écrit de la démocratie néolibérale s'est brisé au début de ce siècle. Dans notre région le répertoire de la démocratie « contrôlée » a cessé d'être l'unique jeu qui peut être joué.

Que les élites locales et internationales veuillent se débarrasser des paleodictatures, s'explique facilement. L'abus de pouvoir corporatif par les dirigeants autoritaires, l'exposition des militaires à des situations critiques et à des tangages idéologiques, comme cela fut expérimenté autrefois en Bolivie et au Pérou dans les années soixante-dix, et le facteur d'incertitude qu'a toujours un processus qui n'est pas tenu à certaines règles, parmi beaucoup d'autres choses, l'expliquent. La réussite des transitions démocratiques-libérales a consisté à sortir de la scène centrale de la discussion et de la lutte politique toute idée de transformation du caractère de notre démocratie. « Aventures anti-systémiques », « utopies d'après minuit » ont été les anathèmes les plus habituels que la science politique officielle a assignés aux programmes révolutionnaires et même jusqu'aux réformistes un peu plus profonds. La langue de la défense des ressources naturelles, le rejet du colonialisme dans les Malouines, la juste distribution des revenus a été déclarée caduque. La démocratie elle s'est imposée comme le nom d'une machinerie institutionnelle dont le fonctionnement stable et régulier est le bien unique auquel nous pouvons aspirer. Bien sûr les élections et un niveau de respect pour le corps et la liberté des personnes n'étaient pas de moindres promesses après la barbarie dictatoriale.

Le fait est que la crise du Consensus de Washington a créé les conditions pour que le contrat néolibéral se rompe. Qu'il soit rompu ne signifie pas, malheureusement, qu'il ait été remplacé par un nouveau contrat clair et supérieur. Mais il convient de laisser ces appréciations pour une Histoire qui puisse être écrite quand quelques années se

seront écoulées. Les gouvernements « populistes » sud-américains des premières années sont le signe définitif de ce que les élites de la démocratie néolibérale - locales et étrangères - ne peuvent admettre. Naturellement, pour l'instant, l'assaut et la récupération du pouvoir ne peuvent pas prendre les formes anciennes de l'intervention militaire et de la violence sans règles. On recourt à des systèmes judiciaires corrompus, l'appareil de communication monopolisé, les services d'intelligence qui travaillent en réseaux de connexion internationaux et les hommes politiques disposés à s'aligner. Mais ce qui s'est passé au Brésil a cassé la ligne des Coups d'Etats mous. Au Brésil, il y a eu un coup de semonce des hauts gradés de l'armée dirigé envers le tribunal chargé de donner son avis sur *l'habeas corpus* présenté par le leader politique brésilien : si Lula reste en liberté, l'armée prendrait les armes. Si on parle encore du Brésil comme d'une démocratie, c'est parce qu'il y a beaucoup de gens qui ne veulent pas nommer le démon.

Le message du pouvoir au Brésil a une énorme portée régionale. C'est une déclaration de guerre préventive, c'est la mise en garde que ne seront pas tolérés à l'avenir, le leadership et les projets qui mettent en jeu la « paix des puissants ». Si avec les médias et avec les juges on n'y parvient pas, le recours extrême est sur pied pour la défense des affaires et de leur sacro-sainte liberté. Il est indispensable de penser la politique de notre pays [l'Argentine] dans les prochaines années à partir de cette nouveauté qu'apporte l'expérience brésilienne.

La normalité néolibérale n'a pas encore été atteinte. Ni au Brésil ni en Argentine. La grande différence entre les deux situations est l'origine électorale de l'actuel gouvernement argentin et l'illégitimité manifeste du brésilien. La droite brésilienne manque aujourd'hui d'un instrument politique pour générer une majorité électorale. C'est pourquoi elle ne pouvait pas admettre la participation de Lula aux élections.

La droite argentine [et latinoaméricaine en général] a son instrument électoral ; elle l'a construit exclusivement sur la base de la diabolisation de l'expérience des gouvernements kirchneristes [centre-gauche]. Et l'a construit dans la rue avec des marches et avec des casseroles. C'est un important signe différentiel entre les deux processus politiques et deux histoires nationales. La continuité des institutions s'est toujours distinguée au Brésil, y compris dans des époques dictatoriales. Et ce facteur marque une différence face aux ruptures permanentes en Argentine. Vue ainsi, il y a un clair avantage pour les brésiliens. Le problème se trouve dans la contrepartie de la question. Dans le fait que l'histoire argentine - particulièrement depuis la décennie des années quarante du 20ème siècle- a consolidé l'existence d'un noyau dur de syndicats, d'organisations sociales et, surtout, une capacité spéciale de mobilisation et de résistance populaire aux projets antipopulaires. La litanie macriste a quelque chose de vrai : L'Argentine est un pays « de faible confiance » pour les grands investisseurs mondiaux (comprendre, les groupes concentrés du pouvoir financier). L'Argentine est trop égalitaire, trop syndicalisée, trop industrialiste, trop « politisée » [voire trop anarchiste pour la gauche socialiste ou communiste].

Dans la pratique, le Brésil a été placé dans la situation de ballon d'essai pour un changement drastique du mode de domination à l'échelle régionale. Le Brésil d'aujourd'hui tend à être autant « démocratique » que le régime argentin entre 1955 et 1973, où l'on a gouverné sur la base de la proscription du principal leader politique du pays et de n'importe qui parlant en son nom. Qu'une situation de facto, comme celle qui règne dans le pays frère se consolide et atteigne une légitimation juridique et politique serait l'aboutissement d'un plan qui mettrait un obstacle très important à notre propre vie démocratique. La proscription politique est un outil central pour qui a l'objectif de stabiliser les régimes restaurateurs : c'est arrivé en Équateur, cela arrive au Brésil. Pour savoir ce qui nous touche nous argentins, il suffit de mentionner les bassesses de TN [TV] rendant compte de la prison de Lula et se demandant « innocemment » pourquoi il n'arrive pas la même chose avec Cristina Kirchner.

En Argentine [voire dans plusieurs pays d'Europe : Espagne, Grèce, France, Italie, Royaume Unis, Allemagne, etc, etc] l'objectif officiel - d'habitude confondu avec la réalité - est le démantèlement et l'affaiblissement définitif de la force qui a gouverné le pays entre 2003 et 2015. Si, et seulement si, cette fraction politique reste en dehors du jeu, le jeu de l'alternance pacifique et le pacte non écrit de la démocratie néolibérale peut être reconstruit. Cela n'équivaut pas à confondre ce postulat avec le prédicat de la nécessité d'un « retour » de cette force. Pas plus que cette seule

force soit suffisante pour gagner une élection. Cela signifie que sa présence et son influence sont un facteur de pénétration - clairement le principal - qui donne consistance à la domination néolibérale ; non comme alternative électorale en elle même mais comme composant nécessaire d'un nouveau re-groupement populaire pour la prochaine étape. Et c'est justement l'effort absolument nécessaire à faire pour éviter que le régime illégal et autoritaire du Brésil n'acquière pas cette consistance, ceci demande une claire mobilisation populaire argentine en solidarité au peuple brésilien et à Lula, son principal leader.

Aujourd'hui, cela équivaut à défendre la démocratie en Argentine [et dans le monde puisque le plan est sans aucun doute mondial].

Edgardo Mocca* pour [Página 12](#)

[Página 12](#). Buenos Aires, le 8 avril 2018.

***Edgardo Mocca** est politologue, journaliste y professeur universitaire argentin.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la Diaspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 10 avril 2018.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.